

Lutte de classe

Ils ne cèderont pas : seule la grève générale les fera plier !

Derrière les manoeuvres qui se déroulent en coulisses, les déclarations contradictoires de certains dirigeants syndicaux (notamment de Sud-rail), camarades, pour comprendre ce qui est en train de se tramer pour briser la grève des cheminots et des agents de la RATP, il faut avoir à l'esprit ce que vient de répéter pour la énième fois Xavier Bertrand : Les négociations d'entreprise sur la réforme des régimes spéciaux de retraite « *ne sont pas là pour annuler le passage aux 40 ans* » de cotisation, c'est clair, net et précis, le gouvernement n'a pas changé de position. (AFP du 19.11)

Le double langage des dirigeants de Sud-rail.

Christian Mahieux a dit : « *Si le gouvernement continue à dire qu'on ne peut pas discuter du problème de la décote et de l'allongement de la durée de cotisation, la situation risque de demeurer bloquée* ».

N'a-t-il pas entendu les propos du ministre du Travail de ce matin, serait-il devenu sourd ?

Pourquoi le gouvernement aurait-il une raison demain de revenir sur le fond de sa contre-réforme, le passage à 40 annuités, sachant que les dirigeants syndicaux acceptent de discuter avec lui dans ce cadre là, qui plus est, en constatant que la grève est sur le point d'être liquidée ?

Mahieux a ajouté : « *Si les AG votent la grève, il n'y aura pas que Sud* » car « *nous sommes sur une plate-forme unitaire, interfédérale* ». Mais « *si à la sortie, il y a des avis divergents, ce sont les grévistes (qui) trancheront* », ce qui n'a pas empêché Chérèque d'appeler à la reprise du travail dès jeudi dernier, Mahieux se moque des cheminots. De plus, une fois qu'une partie des dirigeants syndicaux se seront prononcés pour la fin de la grève, les cheminots divisés, affaiblis, dégoûtés et se sentant à juste titre trahis, n'auront plus qu'à reprendre le boulot, Mahieux le sait aussi bien que Bertrand.

Une autre hypothèse tout aussi vraisemblable.

A moins que pour ne pas perdre totalement leur crédibilité au près de leurs adhérents, les dirigeants syndicaux, une fois assurée que leurs manoeuvres auront suffisamment contribué à affaiblir la détermination des cheminots pour que la grève se poursuive, se prononceront pour sa poursuite avant que se tiennent les assemblées générales, ils auront ensuite toujours la possibilité de se ranger à l'avis majoritaire des assemblées générales qui auront voté la reprise du travail, pour finir, ils ne leur restera plus qu'à faire endosser l'échec de cette grève sur les cheminots eux-mêmes.

Ces hypothèses sont tellement vraisemblables que le gouvernement affiche son optimisme.

Le conseiller social de l'Elysée Raymond Soubie a affirmé sur France Inter : « *J'ai un espoir raisonnable que nous arrivions à un aboutissement positif, c'est-à-dire à une reprise progressive du travail et du trafic* », pourvu que les cheminots lui infligent un cinglant démenti.

On peut aussi se poser une autre question : pourquoi les dirigeants syndicaux et le gouvernement se sont-ils mis d'accord pour que leur réunion se tienne mercredi ?

Soubie a dit qu'il s'agissait « *de l'avis de tous* » et « *y compris de l'Etat* » « *de la meilleure date* », en assurant par ailleurs que « *Le gouvernement était prêt à négocier, hier, avant-hier, ce matin, ce soir, cet après-midi* ». Il a fait valoir : « *Il m'a semblé que c'était la majorité des organisations syndicales qui souhaitent que ce soit mercredi et comme nous les écoutons, ce sera mercredi* ».

Quand les parasites briseurs de grève s'emmêlent.

Chérèque qui à l'instar de Kouchner devance les désirs de son maître Sarkozy : « *Pourquoi attendre mercredi? Je ne vois pas la raison qui nous amène aujourd'hui à dire on va négocier mercredi. On peut très bien le faire ce matin* », a-t-il assuré sur RTL.

Quant à Hollande, dès dimanche il avait dit hypocritement : « *Pourquoi attendre mercredi ? Pourquoi, alors qu'il y a visiblement une volonté de participer de la part du côté syndical, mettre des préalables ?* »

Je n'ai pas de réponse précise à cette question : pourquoi mercredi ? Là encore plusieurs hypothèses sont possibles.

Sarkozy a peut-être pensé qu'en infligeant une fin de non-recevoir à la totalité des revendications des fonctionnaires le 20 novembre sur font d'échec à la SNCF et à la RATP, il ferait d'une pierre deux coups et serait débarrassé de la lutte des classes pendant un bon moment, histoire de pouvoir appliquer entre temps la totalité de son programme ultra réactionnaire. Il était fondé à prendre ce risque dès lors que Thibault le soutenait ouvertement, les autres dirigeants syndicaux lui emboîtant le pas.

Ils ont peut-être imaginé que si le dénouement de la grève à la SNCF et à la RATP était suspendu au résultat d'une réunion fixée une semaine après le début de la grève, entre temps bon nombre de cheminots reprendraient le travail.

Ils peuvent aussi avoir imaginé que tous les efforts qu'ils allaient déployés pour briser cette grève finiraient bien par porter leurs fruits avant le 20 novembre, ce qui contribuerait à porter un coup sévère au moral des fonctionnaires qui avaient l'intention de faire grève le 20. Si les cheminots n'ont rien obtenu au bout de 6 jours de grève, vous autres fonctionnaires, n'attendez absolument rien d'une seule journée de grève le 20.

Cette hypothèse n'a rien de farfelu, puisque Soubie a déjà qualifiée sur un ton léger que la grève du 20 sera une « *journée un peu forte mais rituelle* », estimant qu'il « *faut des gestes* » dans la direction des fonctionnaires, mais pas « *un geste sur le pouvoir d'achat* », ce qui veut dire que le gouvernement ne cèdera sur rien. Et sur la question de la réduction du nombre de fonctionnaire, c'est son collègue Santini qui leur a déjà répondu : « *Nous voulons tenir cet engagement* » d'un non-remplacement sur deux, sachant qu' « *au terme du quinquennat, avec la base de un sur deux, on sera revenu à l'effectif des fonctionnaires de 1992* ».

Il est peu probable que le gouvernement avait tablé sur une poursuite de la grève à la SNCF et à la RATP jusqu'au 20, mais rien n'est finalement impossible comme je l'ai expliqué plus haut.

La preuve en a été donnée par le ministre de la Fonction publique, A. Santini qui répondant à une question d'un journaliste a affirmé que la « *fusion* » des grèves serait « *le pire pour les organisations représentatives de la fonction publique en particulier, car cette grève pour défendre les régimes spéciaux va polluer le mouvement des organisations syndicales de la fonction publique* », en réalité, le pire pour le gouvernement, car c'est bien plutôt le programme de Sarkozy qui pourrait se retrouver

« *polluer* » par un mouvement de grève massivement suivi, dont ils ne peuvent jamais prévoir à l'avance l'issue.

La palme de la provocation reviendra cette semaine, vous vous en doutez déjà, au flic-président Sarkozy, qui selon Soubie, pourrait s'exprimer publiquement, cela « *n'est pas impossible* ».

Sarkozy-Fillon-Kouchner : DEHORS !

(source : AP et AFP 19.11)